

Table ronde annulée

Exclue parce que juive et critique d'Israël ?

Lettre ouverte de la présidente du CPJPO

Le Musée national de la Résistance de Esch-Alzette (MNR) avait prévu d'organiser en novembre une table ronde intitulée « Critique d'Israël : antisémitisme ? ». Il y avait convié le Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO), que je préside. Mais, après revirement, le MNR m'a exclue et exigé que ce soit notre coordinatrice des projets de sensibilisation qui représente le CPJPO. Nous nous sommes alors adressés au président du conseil d'administration du MNR. Lundi 4 novembre, la direction du MNR a jugé plus opportun d'annuler la table ronde plutôt que d'accepter ma présence sur le plateau. Serait-ce parce que je suis juive et critique d'Israël ?



Au-delà de l'évidence selon laquelle la fonction représentative d'un organisme revient à sa présidente, mon parcours aurait pu contribuer à éclairer le public sur un sujet aussi complexe et délicat que l'antisémitisme et la critique de la politique israélienne d'occupation et de colonisation. Juive, profondément attachée aux valeurs humanistes et universelles du judaïsme, impliquée dans la vie juive lyonnaise dans mes jeunes années (présidente de l'Union des étudiants juifs de France de Lyon, bénévole à Radio Judaica, etc.), régulièrement présente en Israël dans les années 2000 en raison d'attaches affectives, mon sens de la justice et une éthique de la responsabilité m'ont menée en 2003 au CPJPO. Avec mes camarades, nous nous engageons en faveur du respect du droit international en Israël/Palestine et des droits humains pour tous, sans considération de nationalité ou de religion.

A la table ronde du MNR devait participer aussi M. Bernard Gottlieb. M. Gottlieb est l'auteur du rapport RIAL sur l'antisémitisme au Luxembourg dont l'un des objectifs semble être de discréditer le CPJPO. Ainsi dans l'édition 2018 du rapport, le nom du CPJPO est mentionné plus de 60 fois alors que le Comité n'est en lien avec aucun des incidents décrits comme antisémites et listés par le rapport. M. Gottlieb est membre du Consistoire israélite du Luxembourg et vice-président de la Communauté juive libérale de Esch-Alzette, ce qui crée la confusion dans nombre d'esprits, qui voient en lui, à tort, le porte-parole des juifs du Luxembourg. Cette confusion fait croire à une polarisation, une confrontation entre le CPJPO et la communauté juive, ce qui est bien entendu absurde.

La ligne de partage n'a jamais été et ne sera jamais entre « pro-palestiniens » et juifs : elle est entre ceux qui défendent les droits humains pour tous, au-delà des appartenances tribales, et ceux qui défendent le gouvernement d'Israël malgré ses violations des droits humains.

Les dissonances au sein des communautés juives sont de plus en plus nombreuses, elles s'expriment dans des organisations juives (Jewish Voice for Peace, J-Street aux USA, UPJB en Belgique, Jüdische Stimme für einen gerechten Frieden in Nahost en Allemagne, European Jews for a Just Peace, etc. : voir [40+ jewish groups worldwide oppose equating antisemitism with criticism of Israel](#)), dans des prises de positions d'intellectuels juifs ou israéliens (voir [Der Einsatz für Menschenrechte ist nicht antisemitisch](#)) qui ne peuvent pas se reconnaître dans un État qui se dit juif mais trahit leurs idéaux humanistes. Il est clair que ces voies juives critiques parvenant de tous les coins de la société civile et du spectre politique n'arrangent pas le gouvernement israélien et ses soutiens.

Il importe de préciser que l'initiative du MNR s'inscrivait dans le contexte d'une campagne médiatique autour de la définition de l'antisémitisme de l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA), campagne qui a pris au cours des derniers mois, au Luxembourg également, des tournures agressives sur les réseaux sociaux et dans la presse. Le CPJPO, directement ciblé par cette campagne, désapprouve la définition de l'IHRA parce qu'elle fait l'amalgame entre la critique d'Israël et l'antisémitisme (voir notre communiqué <http://paixjuste.lu/IHRA>).

M'empêcher de prendre la parole sur cette question, dans cette actualité, c'est renforcer cette même polarisation que tout le monde déplore, c'est dissimuler l'instrumentalisation de l'antisémitisme par le gouvernement israélien et les organisations le soutenant, c'est participer à l'actuelle campagne de diffamation, qui tente d'assimiler à de l'antisémitisme les actions en faveur des droits des Palestiniens.

La formulation du document préparatoire de la table ronde dans un sens qui nous avait paru partisan (celui des thèses défendues par le rapport RIAL) et le titre initialement prévu « Critique d'Israël ? Antisémitisme. » (au lieu de « Critique d'Israël : antisémitisme ? ») nous avaient déjà quelque peu inquiétés sur l'orientation de la table ronde ; de même le fait que le directeur du MNR et organisateur M. Frank Schroeder soit partie prenante dans la controverse sur la définition de l'antisémitisme de l'IHRA (il est membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'IHRA, et s'est déjà exprimé sur les ondes publiques en faveur de cette même définition) et qu'il devait assurer le rôle de modérateur de la table ronde (sans mentionner l'encadrement du débat par le système de questions écrites). Nous avons, malgré ces inquiétudes, accepté de participer, mais nous ne pouvons pas laisser le MNR décider de qui doit pouvoir s'exprimer en notre nom. Dans la lettre au président, nous avons expliqué les raisons de notre position et notre incompréhension de celle du MNR: à aucun moment nous n'avons demandé que la table ronde soit annulée. C'est une décision souveraine du MNR.

Nous regrettons cette occasion manquée et espérons qu'avec l'aide d'autres partenaires, nous pourrions organiser prochainement un échange sur le thème de la critique d'Israël et de l'antisémitisme, mais ceci dans les meilleures conditions possibles. Également en coopération avec le MNR s'il le veut bien.

Martine Kleinberg
Présidente du CPJPO
6.11.2019